

## Semeurs d'alternatives potagères

Article de Christelle Chabaud – Paru dans le journal l'Humanité le 5 mars 2008

Face à la monopolisation, des idées émergent pour «redonner de l'autonomie aux producteurs». Tel ce partenariat entre les AMAP et une banque de semences publique à Saint-Pétersbourg.

Questions à mille euros: combien existe-t-il de variétés de tomates? Plus de six cents. Combien peut-on en trouver sur les étals des grandes surfaces? Cinq. Les autres ont été écartées par les semenciers, pour répondre aux critères de rendement, de résistance et d'aspect des circuits de commercialisation de masse. L'exemple de la tomate est significatif: depuis un siècle, 98% des variétés potagères ont disparu de nos assiettes. Alors, lancée par un couple de maraîchers du Var, une idée fait son bout de chemin pour réinsérer de la biodiversité dans nos assiettes et redonner de l'autonomie aux producteurs. Clé de voûte du projet? Un partenariat entre la quatrième banque de semences mondiale et le réseau des Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP).

Retour au début des années 2000. L'exploitation de Denise et Daniel Vuillon est dans le rouge, tiraillée entre une dépendance étouffante envers les semenciers, des prix écrasés par la grande distribution et des charges de fonctionnement élevées. Au cours d'un voyage aux États-Unis, ils découvrent le système des Community Supported Agriculture, des partenariats de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme locale... sans aucun intermédiaire. «On a voulu tenter le coup», se souvient Denise Vuillon. C'est la naissance de la première AMAP. Le principe? Le consommateur paie à l'avance la production, qui est partagée une fois par semaine sous forme de «paniers». Libéré des contraintes commerciales et des fluctuations du marché, l'agriculteur s'engage de son côté à une production respectueuse de l'environnement avec des critères bio en point de mire. Aujourd'hui, il existe plus de huit cents AMAP en France et un réseau international, Urgenci, a même été créé.

En termes de distribution, l'alternative prend. Mais reste la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des gros semenciers. «Monsanto, Limagrain et les autres imposent des variétés hybrides sur le marché et dans le catalogue officiel français, ce qui oblige les producteurs à racheter les graines chaque année, informe Daniel Vuillon, désormais responsable d'Urgenci. Avec le concept AMAP, on veut redéployer rapidement la biodiversité potagère, non pour la conserver dans les musées, mais pour la faire vivre.» Au détour d'un reportage télé, le couple entend parler de l'Institut Vavilov, à Saint-Pétersbourg. Régulièrement menacé d'être vendu à Monsanto, cet organisme public russe conserve, depuis la fin du XIXe siècle, trois cent trente mille variétés cultivées et leurs parents sauvages, venus de toute la planète. Entre 1920 et 1930, Nicolai Vavilov inventorie notamment les fruits et légumes du sud de la France. «La collection a été conçue comme une mission d'intérêt général qui devait pouvoir assurer un redéploiement de la biodiversité si, un jour, celle-ci était menacée quelque part, raconte Anna Artemyeva, actuelle chercheuse à l'Institut Vavilov. Alors, forcément, la volonté d'Urgenci de vouloir réintroduire des variétés locales correspond tout à fait à l'esprit de notre institut.»

En septembre 2007, un partenariat est donc scellé à Saint-Pétersbourg: vont être réintroduites dans deux régions pilotes, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur, une cinquantaine de variétés locales de légumes qui avaient disparu. **L'année 2008 est consacrée à la multiplication des graines, via un semencier biologique régional, Agrosemens**, avant une mise en culture en 2009 et une distribution au travers des cent trente AMAP de PACA et des quatre-vingt-cinq de Midi-Pyrénées. «Ce sont toutes des souches fixes, aucun hybride, les agriculteurs pourront donc, s'ils le souhaitent, reproduire eux-mêmes d'une saison à l'autre sans avoir besoin de racheter, se félicite Daniel Vuillon. Nous en sommes à l'étape numéro un. Mais dans d'autres régions, en France, en Europe, en Asie, des paysans se disent très intéressés par la démarche. Pour l'instant, Monsanto nous prend pour des guignols utopistes, alors profitons-en.» D'autant que le partenariat avec Vavilov a obtenu une dérogation commerciale et le soutien de l'Institut national de la recherche agronomique.

Christelle Chabaud

<http://www.humanite.fr/2008-03-05>